

Bulletin d'histoire environnementale

Numéro 8 – mai 2009

Chers collègues, chers lectrices et lecteurs,

Nous avons reçu plusieurs informations ces derniers jours, justifiant l'envoi d'un bulletin complémentaire pour le printemps 2009. Nous remercions les annonceurs ou les « intermédiaires » qui contribuent à enrichir et à faire vivre ce bulletin. Nous comptons sur vous pour le(s) prochain(s) numéro(s).

Nous vous rappelons à cette occasion l'utilité de la liste de diffusion internationale « h-environment.org », sur laquelle un certain nombre de collègues ont fait passer des informations que nous avons reprises dans ce bulletin.

Bonne fin de printemps !

Stéphane Frioux

Agrégé-répétiteur, ENS Lettres et Sciences humaines, Lyon

Doctorant en histoire contemporaine, LARHRA, UMR 5190, Lyon

Représentant de la France au bureau de la Société européenne pour l'histoire de l'environnement (ESEH)

<http://eseh.org>

Table des matières

<u>Appels à communication.....</u>	<u>2</u>
<u>Border Rivers and landscapes in the 20th century: Laboratories for a sustainable development "avant la lettre".....</u>	<u>2</u>
<u>Risques naturels en Méditerranée Occidentale.....</u>	<u>3</u>
<u>Appel à communication : Colloque international "Carcinogens, Mutagens, Reproductive Toxicants : the Politics of Limit Values and Low Doses", Strasbourg, 29-31 mars 2010.....</u>	<u>5</u>
<u>Programme « Débordements industriels et leurs conflits (XIXe - XXe siècles) ».....</u>	<u>10</u>
<u>Séminaire : Les mots de l'Histoire : Umweltgeschichte / Histoire de l'environnement.....</u>	<u>11</u>
<u>Bulletin d'adhésion ESEH / membership application form.....</u>	<u>12</u>

Appels à communication

Border Rivers and landscapes in the 20th century: Laboratories for a sustainable development "avant la lettre"?

Conférence internationale au CNAM Paris, 17 et 18 septembre 2009

The emergence of concepts for a sustainable development began long before the Brundtland-Report from 1987 explicitly called for it. Early examples for such policies can be found not only in the field of forest history but also in the history of water management and landscape protection. The conference takes the case of international rivers to reconstruct these policies.

Special attention will be given to three aspects:

1. The relation of rivers and their surrounding landscapes
2. Transnational perspectives which integrate transboundary empirical analysis with methodological reflection
3. Findings on early concepts for sustainability in the history of rivers and landscapes.

The conference is the final event of an international research project on the emergence of policies for sustainable development along the Upper Rhine region in the course of the 20th century. Consequently this region will be given special attention.

Conference languages will be English, French and German. Conference organisers will cover travel costs and accommodation for paper givers.

Scholars are asked to send an abstract of their paper (max. 400 words) and a short CV until May 30th 2009 to:

André Guillerme (andre.guillerme@cnam.fr)
Christoph Bernhardt (bernhardt@irs-net.de)

PD Dr. Christoph Bernhardt
Leibniz-Institut für Regionalentwicklung und Strukturplanung
Flakenstr. 28-31
15537 Erkner (bei Berlin)
Tel. 0049/03362/793-280
www.irs-net.de

Risques naturels en Méditerranée Occidentale

16-21 novembre 2009

Carcassonne – Aude – Languedoc-Roussillon

Les 12 et 13 novembre 1999 l'Aude et une large part des territoires du Sud de la France ont été touchées par des inondations très graves. Dix ans plus tard, la commémoration de ces événements doit permettre de faire un bilan et d'avancer des propositions pour une meilleure gestion de l'ensemble des risques naturels concernant la Méditerranée Occidentale car il serait trop restrictif de limiter notre démarche au seul risque de crue et aux seuls espaces concernés par la catastrophe de l'automne 1999. D'une part, des événements également d'une grande intensité s'étaient déjà produits dans le passé là et ailleurs dans le bassin méditerranéen pour des causes souvent identiques, d'autre part il est impératif d'élargir nos démarches en terme d'analyse et de proposition à l'ensemble des aléas et des espaces nous intéressant afin de permettre des comparaisons fructueuses, s'enrichir mutuellement en exposant des bilans peut-être divergents afin dans le futur d'envisager des modes communs d'intervention au niveau de la prévention et/ou de la gestion d'événements qui, nous le savons, se reproduiront tôt ou tard, en France ou en Italie ou en Algérie par exemple.

A cette fin nous vous proposons de nous rencontrer entre le 16 et le 21 novembre 2009 à Carcassonne et dans le département de l'Aude et la Région Languedoc-Roussillon pour permettre de larges échanges scientifiques interdisciplinaires, une confrontation la plus approfondie possible avec les « femmes et hommes de terrain » sans distinction ou restriction de niveau de responsabilité, en pratiquant avant et pendant cette semaine consacrée aux risques naturels une très large ouverture vers tous les publics concernés, les sinistrés du passé (dont les témoignages sont indispensables), les citoyens pour qui nous travaillons, les futurs citoyens encore à l'école élémentaire, au collège ou au lycée qui auront à gérer plus tard les conséquences de la survenance des multiples aléas frappant la Méditerranée Occidentale.

Les séances consacrées aux présentations et discussions des communications se dérouleront à Carcassonne mais aussi à Narbonne ainsi que dans des agglomérations plus petites comme La Redorte, Conques-sur-Orbiel, Lézignan-Corbières permettant un dialogue constructif avec les habitants qui ont la gentillesse de nous accueillir. **Ces séances, aussi interdisciplinaires que possible, seront organisées par aléas : inondations et crues, feux de végétaux, tempête et vent, volcanisme, séismes et mouvements de terrain, sécheresse, risques maritimes et littoraux (incluant les tsunamis). Dans ces séances seront aussi présentés les travaux portant sur les concepts de vulnérabilité, de résilience, de zonage sans oublier tout ce qui est relatif à la médiatisation et à la pédagogie.**

Les buts visés sont de tenter d'établir un bilan des recherches en cours en Méditerranée Occidentale, proposer des échanges de vues entre historiens, économistes, sociologues, géographes, juristes, psychologues, urbanistes, sapeurs-pompiers, « décideurs » politiques et administratifs de tous niveaux, assureurs, citoyens des villes et des campagnes, pédagogues, ayant des analyses sans doute différentes, peut-être même contradictoires en fonction des intérêts dont ils ont la charge, des sensibilités culturelles qui les animent, des territoires où ils vivent. A cette fin divers types de séance de travail auront lieu dont certaines seront consacrées, par exemple, à des « recherches en gestation » pour permettre à de jeunes étudiants de M1 ou M2 de présenter leurs premières conclusions et leur donner l'opportunité de prendre la parole devant un large public.

Les projets-résumés de communication devront être envoyés **avant le 15 juin 2009** soit sous forme papier à « Colloque Risques Naturels Méditerranée Occidentale, PRODIG-CNRS, 2 rue Valette, 75005 PARIS » soit sous forme électronique par courriel à

Frederic.OGE@wanadoo.fr. Le comité scientifique vous répondra avant le 15 août 2009.

Les droits d'inscription sont fixés à 50 € pour les enseignants-chercheurs, membres des administrations, etc. et à 20 € pour les étudiants, demandeurs d'emploi, etc.

Les actes seront publiés en version papier mais une version électronique devrait aussi être réalisée.

Eclairage sur l'état d'esprit et, en quelque sorte, la configuration de ces journées des 16 au 21 novembre 2009

⇒ Recherche académique :

- en SHS (géographie, droit, histoire, politologie, sociologie, économie, pédagogie, psychologie, communication)
- mais aussi plus largement (cindynique, etc.)

⇒ Recherche appliquée :

- Sécurité civile, Ingénierie de l'Aménagement du Territoire, Météorologie, Assurances
- avec les sapeurs-pompiers, les fonctionnaires de la Fonction Publique d'Etat et de la Fonction Publique Territoriale, les animateurs et techniciens des « contrats de rivière », SAGE et SDAGE, Agences de l'Eau, les bureaux d'étude travaillant par exemple sur les P.L.U.

⇒ Etudiants prioritairement de niveau M1 et M2 venant toute la semaine de différentes universités, l'idée étant qu'ils assistent aux séances de discussion, aillent avec certains intervenants sur les « terrains » où auront lieu des présentations de cas, se rencontrent entre eux afin peut-être de nouer des échanges fructueux à leur niveau, « rendent compte » ultérieurement de cette semaine dans le cadre de leur cursus pédagogique 2009-2010.

⇒ Grand public :

- Public scolaire, de l'école élémentaire au lycée, avec d'une part une réflexion rétrospective et prospective sur la pédagogie du risque, d'autre part des actions menées entre septembre 2009 et – au moins – novembre 2009 au niveau des disciplines enseignées (concours de rédactions, de poésie, calcul de flux en mathématiques, chimie de l'eau, travaux en S.V.T., recherches historiques aux archives, etc.).
- Les sinistrés (par exemple le problème de la mémoire du risque, du dialogue avec les chercheurs et les techniciens,...)
- Les citoyens au sens large, résidents à temps pleins et résidents à temps partiel.

Avec séminaires en villages, festival du film documentaire, expositions diverses, démonstrations des sapeurs-pompiers, etc.

La base logistique principale sera le site d'accueil de NDA à Carcassonne, les groupes d'étudiants pouvant être aussi reçus dans deux autres sites très proches comportant des dortoirs et des chambres.

Présidente du Comité Scientifique : Monique Fort, professeur des Universités, Université Paris 7, UMR CNRS PRODIG, 2 rue Valette, 75005 Paris

Président du Comité d'Organisation : Frédéric Ogé, CR1 CNRS, UMR CNRS PRODIG

Appel à communication : Colloque international à Strasbourg,

***Carcinogens, Mutagens, Reproductive Toxicants :
the Politics of Limit Values and Low Doses***

29-31 mars 2010

Appel posté sur « h-environnement » et sur Calenda par :

Nathalie Jas

Associate Professor (EST-GHDSO, Université Paris XI)

Associate Research Fellow (Unité RiTME - INRA)

Unité RiTME, INRA

65 Bd de Brandebourg

94205 Ivry-sur-Seine

jas@inra.ivry.fr

Soraya Boudia

Université de Strasbourg – IRIST

7 rue de l'Université

67 000 Strasbourg

Soraya.boudia@unistra.fr

Cette conférence internationale qui souhaite réunir des participants appartenant à différents champs de recherche des sciences sociales (histoire, sociologie, science politique, anthropologie, droit...), sera consacrée aux différentes formes de gouvernement de substances et de produits particuliers, que l'on classe désormais dans les catégories de carcinogènes, mutagènes et reprotoxiques (CMR).

Elle aura lieu le **29 au 31 Mars 2010 à Strasbourg**.

Cette conférence aura le format d'un atelier de travail, sur la base de la discussion du texte de chaque participant, introduit par un commentateur. L'objectif est de déboucher sur la publication d'un volume collectif.

Les propositions de communication devront comprendre **un résumé de 500 mots et un curriculum vitae**. **La date limite d'envoi des propositions est fixée au 26 juin 2009**. La liste des propositions acceptées sera disponible au plus tard le 10 juillet 2009. Les participants dont la proposition aura été retenue devront envoyer leur texte (en anglais) au plus tard le 15 janvier 2010. Les frais de déplacement et de séjours seront pris en charge pour les intervenants.

Langue de la conférence : anglais

PRESENTATION GENERALE

L'essor des activités industrielles et le développement des technosciences au XXème siècle, avec la mise sur le marché de nombreuses innovations et l'introduction dans l'environnement de substances nouvelles, ont donné lieu à une extension quasi continue des situations d'expositions sanitaires et environnementales potentiellement dangereuses. Ces situations sont depuis longtemps au coeur d'un ensemble d'actions visant à les caractériser, les rendre visibles, les critiquer ou les gérer. L'essor et l'installation de modes de gouvernement de produits, d'activités et d'effets qu'elles induisent sont de ce fait les résultats d'une sédimentation de travaux scientifiques, de mobilisations, de politiques publiques, de configurations et recon-

figurations institutionnelles qui ont pris place dans des espaces nationaux - en particulier les Etats-Unis -, dans l'espace européen et à l'échelle internationale, selon des temporalités et des modalités différentes.

L'objectif de cette conférence est d'analyser les manières dont les questions des carcinogènes, des mutagènes et des reprotoxiques (CMR) se sont construites en objet de recherche scientifique, ont été progressivement formulées et traitées publiquement et politiquement jusqu'à faire l'objet de politiques transnationales qui cherchent à se saisir aujourd'hui de l'ensemble des substances toxiques par la mise en place d'un gouvernement global sous l'égide des Nations-Unies. Il s'agit donc de caractériser les modes de gouvernement de ces substances en étant attentifs à l'interdépendance existante entre les transformations des paradigmes scientifiques servant à appréhender leurs dangers, celles de la nature des critiques qui leur sont adressées, les mobilisations auxquelles elles donnent lieu et celles des réponses institutionnelles et politiques qui leur sont apportées afin de mettre en saillance les transformations du problème « CMR » à la fois dans le temps et dans ses déplacements d'un espace à un autre.

Cette perspective d'analyse nous semble à même de rendre compte des logiques de production, des mécanismes de légitimation et des vecteurs de mise en oeuvre des politiques publiques relatives aux risques sanitaires et environnementaux. Nous souhaitons plus particulièrement que cette conférence contribue à :

- *Retracer des trajectoires et des dynamiques de longue durée.* Si le problème des CMR est aujourd'hui un sujet publiquement débattu et investi d'enjeux multiples, les questions qui le soutiennent ont une longue histoire qui contribue largement à façonner la conception de ce problème et les modalités de son traitement contemporain. Afin de comprendre et d'analyser des processus qui fondent la configuration d'expertise et de régulation contemporaine, il s'avère donc essentiel de reconstruire, en les historisant, les dynamiques de long terme dans lesquels sont pris ces processus.

- *Variation des échelles d'analyse temporelles et spatiales.* La constitution des problèmes des CMR comme celle de leurs modes d'étude et de gestion s'opèrent à des niveaux sociaux, géographiques et temporels divers. De ce fait, leur analyse gagne à être menée à différentes échelles. Dans l'étude des modes de gouvernement des CMR, il nous semble en particulier indispensable d'analyser parallèlement le cadre international et les variations d'échelles entre les niveaux nationaux, européens et internationaux. Il s'agit d'examiner la constitution du problème dans différentes instances d'expertise, celles qui peuvent fonctionner à un niveau très local, celui d'une entreprise par exemple, mais également celles qui interviennent à des échelles nationales ou internationales. Il en est de même pour les temporalités : un problème a des caractéristiques qui lui sont propres à un moment donné, mais il est aussi constitué par l'imbrication de différentes histoires s'inscrivant dans des temporalités plus ou moins longues. L'écart et le passage de l'une à l'autre échelle d'observation produisent du sens et contribuent à modeler et transformer l'objet étudié qu'est le problème « CMR ».

- *Multiplier et croiser les catégories et les perspectives d'analyse.* Analyser les modes de gouvernement des CMR sur un temps relativement long pose un certain nombre de problèmes méthodologiques qu'il nous importe d'identifier et de clarifier. Nous insistons ici sur l'importance d'être attentifs à des dynamiques mais ces dernières peuvent être saisies de différentes manières : à travers l'étude d'acteurs (scientifiques, politiques, militants associatifs...) qui sont engagés dans un travail scientifique et/ou politique sur ces substances, le suivi de certaines substances, de l'élaboration de normes, de seuils, de définitions des toxicités, ou, à un autre bout, à travers l'analyse des arènes et des espaces dans lesquels sont présents des CMR. Si chacune de ces entrées documente et apporte des éclairages importants, l'enjeu pour nous

se situe dans l'articulation de ces différents niveaux et catégories d'analyse. Pour cela, il nous paraît heuristique de suivre finement d'une part un certain nombre de cas d'études précis - substances, comités, institutions, systèmes nationaux - en cherchant à mettre en oeuvre une perspective résolument comparatiste et d'autre part, de localiser des acteurs et des lieux concernés par la formulation de catégories et de politiques générales relatives aux CMR.

THEMATIQUES

Nous avons retenu plusieurs thématiques susceptibles d'éclairer la question des politiques des CMR, tout en restant ouverts à d'autres thèmes non balayés par cet appel.

I/ Savoirs et expertise scientifiques

Au regard des nombreuses productions qui lui sont consacrées, la question des CMR s'est durablement installée dans le paysage de la recherche et de l'expertise scientifiques. De nombreux débats et actions ont porté sur les effets sanitaires des agents physiques ou chimiques et ont cherché à caractériser et définir des modalités de protection et éventuellement des réglementations. Les univers de travail autour des CMR sont multiples, les domaines scientifiques qui s'en saisissent n'ayant cessé de croître dans le temps : étude des cancers, toxicologie, éco-toxicologie, épidémiologie, expologie, santé environnementale. Dans cette mosaïque, les enjeux professionnels et cognitifs donnent lieu à des concurrences et des complémentarités importantes à analyser. Certains scientifiques travaillent sur les pathologies, d'autres sur les polluants dans l'environnement ou sur les questions de dosimétrie. On a ainsi, un essor des systèmes de recherche et d'expertise qui répond dans bien des cas à des logiques internes, tout en étant contraint par un certain nombre d'éléments : controverses, mobilisations critiques, nécessité de répondre aux demandes de régulation. Ces univers ne sont souvent pas reliés par des points d'ancrage physique mais par un espace de calcul matérialisé par différents tableaux mettant en scène des doses estimées et des valeurs limites imposées ou recommandées. Du fait de la spécialisation de ces univers, la conception des doses et des valeurs limites d'exposition apparaît alors comme largement déconnectée de l'expérience des populations et de l'évolution de leurs exigences. Un autre aspect concerne la question de l'administration de la preuve scientifique et les limites de sa validité pour les différents protagonistes des questions à controverses. Les modèles utilisés, les modalités de recueils de données, le type de population étudiée et la définition de la population de référence sont autant de variables susceptibles de donner lieu à des débats contradictoires sur ce qui fait preuve aux yeux des experts et des non experts.

Dans cette conférence, nous chercherons à restituer l'histoire de l'essor des études et les modalités de production des savoirs relatifs aux CMR, en explorant une série de questions non exhaustives : les groupes de scientifiques engagés dans la production de connaissances relatives aux effets des expositions à des toxiques ou polluants professionnels et environnementaux ainsi que la définition des concepts théoriques et des méthodologies expérimentales et instrumentales mobilisés dans un tel travail, la formation et les spécificités de différents champs disciplinaires qui se saisissent de ces questions ainsi que l'influence des cultures disciplinaires sur les productions cognitives et technique.

Nous souhaitons identifier et cartographier les différents domaines concernés ainsi que les différentes circulations entre eux. Nous sommes également très intéressés par des analyses portant sur la mise en place du « paradigme du seuil » par la toxicologie et les pratiques développées autour de la définition de modèles dose-effets et de valeurs limites d'exposition avec

une attention particulière à la question de l'incertitude (incertitudes des effets, existence ou pas de seuil, statut de la preuve, causalité, latence des pathologies), les modalités de gestion de cette dernière et les différents usages politiques qui en sont faits.

II/ La construction de systèmes et espaces de régulation nationaux et transnationaux

Les CMR ont été largement construites et gérées dans des cadres réglementaires nationaux ou transnationaux et représentent aujourd'hui une partie importante du travail de ce type d'instances. Le principe de fixation de seuils limites d'exposition fut à partir des années 1950 largement repris par les experts oeuvrant dans divers domaines : additifs alimentaires, résidus de pesticides, radiations, ondes électromagnétiques, nanoparticules, polluants de l'eau et de l'air, autrement dit de l'ensemble de l'environnement entendu dans une acceptation large - habitations, lieux de travail, environnement urbain, à l'ensemble de la planète. De là résulta la prolifération contemporaine d'appellations qualifiant des valeurs limites : Acceptable Daily Intakes (ADIs) pour les additifs alimentaires ou les résidus de pesticides, Maximum Allowable Concentrations (MACs) ou Threshold Limit Values (TLVs) pour l'air dans les milieux de travail. La multiplication des dénominations et parfois la cohabitation d'approches ont contribué à forger des systèmes d'appréhension et de gestion des polluants professionnels et environnementaux qui structurent encore largement les politiques actuelles des CMR.

Nous cherchons à identifier et à retracer l'histoire des politiques et des instances de régulation concernées par l'étude des CMR, leur gestion et leur régulation. Il s'agit de rendre compte de la manière par laquelle ces substances ont été installées dans les dispositifs d'expertise, comment elles ont été saisies, formulées et travaillées. L'échelle transnationale nous paraît particulièrement importante à explorer. La question des CMR s'est en effet construite, dans un va et vient régulier entre les échelles internationales, européennes, et nationales. Nous attendons des travaux sur les premières tentatives de mise en place de politiques concertées à une échelle européenne et internationales avant la Seconde Guerre mondiale (commissions scientifiques, Bureau International du Travail, Société des Nations...) ; sur la multiplication des organismes de régulation au sortir de la Seconde Guerre mondiale et l'organisation de systèmes internationaux de la régulation dans les années 1950-1960 ; sur l'évolution de ce paysage institutionnel au début des années 1970, avec l'émergence des préoccupations environnementales, des mobilisations écologistes ; et sur les transformations depuis le milieu des années 1990 des modalités d'appréhension et de gestion liées à de nouvelles crises et à l'émergence de nouvelles conceptions de la gouvernance, avec l'adoption par l'Union européenne du règlement sur l'enregistrement, l'évaluation, l'autorisation et les restrictions des substances chimiques (REACH) suivie par la mise en place progressivement du Système Global Harmonisé (SGH) proposé par les Nations-Unies. Pour chaque période, il nous semble important d'examiner les complémentarités, les concurrences, et les jeux de pouvoirs entre pays et entre les différents organismes qui s'investissent dans la régulation transnationale.

Nous sommes aussi bien intéressés par des travaux qui cherchent à opérer une synthèse d'une période donnée, d'un mode réglementaire ou d'un domaine que par des travaux plus circonscrits. Dans tous les cas, il nous importe de rendre compte de la façon dont les experts tiennent compte d'un ensemble de paramètres et d'impératifs parfois, voire souvent, contradictoires : connaissances scientifiques, choix économiques et politiques, acceptabilité sociale des technologies productrices de risques. Par ailleurs, l'expertise, parce qu'elle vise à formuler des avis en vue de la décision politique, présente un intérêt particulier pour comprendre la place réelle des sciences dans l'élaboration de politiques publiques. Pour ce faire, nous porterons une attention toute particulière aux trajectoires et aux réseaux que forment les experts scientifiques impliqués dans ces systèmes. Les travaux préliminaires que nous avons réalisés

montrent en effet que les mêmes experts scientifiques sont souvent des acteurs importants dans différents organismes de régulation et peuvent être amenés à défendre des logiques et des intérêts concurrents. Cette appartenance multiple des experts et leur circulation entre différents organismes jouent un rôle essentiel dans le fonctionnement et la construction de culture commune au sein d'un système régulation. Il nous importe également de restituer les manières avec lesquelles se fabriquent les accords ou les désaccords entre experts et leurs effets sur les politiques publiques. Nous voulons ainsi être attentifs d'une part aux modalités de recueil et d'utilisation de données et, d'autre part, au réseau de contraintes de différents ordres dans lesquels prend place l'expertise.

III- Critiques, mobilisations et espace public

La question des CMR est devenue progressivement un noeud de conflictualité sociale et politique au cours du XXème siècle. La montée en puissance et la prise en charge des problèmes concernant ces substances doivent beaucoup aux différentes formes de critiques et de mobilisations publiques qui se sont déployées tout au long du XXème siècle, dans une multiplicité d'arènes publiques. Ces mobilisations collectives, marquées par un retour régulier d'un activisme politique et associatif, de procès, de débats publics et autres forums ou conférences de citoyens sont, bien entendu, différentes selon les populations concernées, les espaces géographiques où elles prennent place ainsi que les traditions politiques locales. En fonction des périodes et des substances en cause, les problématiques relatives aux CMR engagent des populations différentes : des travailleurs, dans des secteurs d'activité déterminés, jusqu'à la population au sens large en passant par des populations particulières comme les enfants, les femmes enceintes, les personnes âgées, les usagers de tel ou tel produit, les voyageurs ou les consommateurs, mais aussi les riverains d'installations classées ou de zones d'activités jugées à risque. À la variabilité des populations, s'ajoutent les spécificités nationales ou régionales des traditions politiques, ainsi que leur histoire propre. La manière dont s'organisent les différents collectifs de riverains, de victimes ou de citoyens pèse de plus en plus sur la manière dont se forment non seulement les inquiétudes mais les prises cognitives qui permettent aux personnes et aux groupes d'élaborer leurs critiques et mettre en avant des formulations de revendications en matière d'expositions professionnelles et environnementales. De tels processus produisent en retour de nouvelles formes de mobilisation comme par exemple dans le monde du travail, le passage par les alertes sanitaires permet de remettre sur l'agenda les questions de conditions de travail et de risques professionnels. Les mobilisations introduisent entre autres la question des cumuls d'expositions et leurs interactions et permettent à des chercheurs de questionner les modes d'enquête de l'épidémiologie et de la toxicologie.

Les travaux attendus devraient contribuer à cartographier les différentes formes de mobilisations, les arènes où elles opèrent, les formes d'actions, la nature des arguments, l'effet de ces mobilisations sur les cas concernés et plus généralement les modalités de cadrage de ces problèmes. Nous sommes également très intéressés par des travaux qui rendent compte de l'émergence d'un activisme et d'organisations qui se placent d'emblée sur la scène internationale, contribuant à l'installation de modes de gouvernement à l'échelle globale.

Programme « Débordements industriels et leurs conflits (XIX^e - XX^e siècles) »

Objets, approches et ressources d'une histoire interdisciplinaire

Journée d'étude du 23 juin 2009, CNAM Paris, amphi A

http://www.debordementindustriel.fr/textes/programme_23JUN09.pdf

9h20 André Guillerme, directeur du Cdhte-Cnam, *Introduction*

Michel Letté (Cdhte-Cnam Paris), *Présentation du programme « Débordements industriels dans la cité » et de la thématique « conflit(s) de proximité »*

09h45 Sources de la conflictualité en terrain industriel

Françoise Bosman (Anmt Roubaix), André Guillerme, *Les conflits engagés par le chimiste Payen à Grenelle à propos des odeurs pestilentielles qu'y génèrent ses ateliers (1785-1825)*

Olivier Defechereux et Arnaud Peters (Chst Liège), *L'essor d'un pôle liégeois du zinc et le débat public généré par les questions de salubrité au 19^e siècle*

Dominique Guille (Université Paris 4), *Le complexe pyrotechnique du Pecq : un contentieux producteur d'une masse d'archives et documentaire depuis 1915*

10h45 Discussion

11h15 Pause

11h30 Menaces souterraines et conflits de surface

Ludovic Laloux (Université Lille 3), *La cité ouvrière Dincq sur les vestiges de l'exploitation charbonnière à Waziers et Sin-le-Noble (Nord)*

Aurélie Beaufiles (Cdhte-Cnam Paris), *Fours à chaux, carrières et affaissements à Meudon au 19^e siècle*

11h50 Discussion de clôture de la matinée animée par Françoise Bosman (Anmt Roubaix)

12h30 Déjeuner

14h15 Regis tres de protestation, espaces d'expression

Xavier Daumalin (Université de Provence), Györgyi Nemeth (Université de Miskolc), Veronika Gyuricza (Ulc Louvain-la-Neuve), *L'étouffement des conflits environnementaux en Europe centrale : quelles formes d'opposition en régime industrialiste et autoritaire ?*

Gwenola Le Naour (Iep Lyon), *Multiplication des conflits et des espaces d'affrontements autour de la raffinerie de Feyzin*

15h20 Séverine Steenhuyse (Cdhte-Cnam Paris), *Conflits dans le paysage de l'étang de Berre : la centrale hydroélectrique de Saint-Chamas*

Sylvain Leteux (Université Lille 3), *De la chair et du sang : la viande et ses conflits de proximité*

16h00 Discussion de clôture de l'après-midi animée par Frédéric Seitz (Université de technologie de Compiègne)

16h45 Conclusion et clôture de la journée par Laurence Lestel (Paris 6 Laboratoire Sysiphe)

Organisation : michel.lette@cnam.fr

Inscriptions : malika.rahmi@cnam.fr ou michel.lette@cnam.fr

Séminaire : Les mots de l'Histoire :
Historiens allemands et français face à leurs concepts et à leurs outils

Vendredi 15 mai 2009 : *Umweltgeschichte / Histoire de l'environnement*

JENS IVO ENGELS (TU Darmstadt) : *Umweltgeschichte - Nische oder Mainstream*
GRÉGORY QUENET (Versailles-Saint Quentin en Yvelines) : *L'histoire de l'environnement : nouvelle frontière de l'histoire française ?*

Commentaire : GUDRUN GERSMANN (DHI Paris)

Séminaire commun organisé par le CRIA (EHESS) et l'Institut historique allemand.

Responsables scientifiques : Falk Bretschneider (CRIA, EHESS), Christophe Duhamelle (EHESS), Alexandre Escudier (Cevipof), Gudrun Gersmann (DHI), Wolfgang Kaiser (Paris I / EHESS), Christine Lebeau (Paris I), Pierre Monnet (EHESS), Marie-Louise Pelus-Kaplan (Paris VII), Patrice Veit (CRIA, CNRS), Michael Werner (CRIA, EHESS).

Ce séminaire inter-établissements souhaite faire porter l'attention sur les transferts, (ré)appropriations, importations et exportations de concepts clés des sciences sociales et humaines françaises et allemandes depuis la fin du XIXe siècle. Il entend concentrer le regard sur les temporalités, les délimitations disciplinaires et l'émergence d'objets de pensée cruciaux dans le champ des sciences humaines et sociales de part et d'autre du Rhin. Autrement dit, il s'agit moins de traquer des sujets, des contenus ou des tendances de recherche que d'identifier des instruments et des notions structurantes de la recherche française et allemande en sciences de l'homme et de la société. Il s'agit également de réfléchir sur la manière dont les différentes cultures scientifiques véhiculent, dans les mots qu'elles emploient, ce qui pour elles « va de soi » et ce qui s'impose à elles dans le cadre plus large des sociétés où elles s'inscrivent. En passant les frontières géographiques et (donc) disciplinaires, le séminaire engage à découvrir la façon dont les autres font de l'histoire, ce qui revient aussi à découvrir les présupposés de sa propre manière de faire. Étudier l'histoire de l'autre, c'est toujours étudier aussi comment on écrit l'histoire ; les mots de l'histoire sont également des objets d'histoire, pour peu qu'on les aborde sous l'angle de l'histoire comparée.

Le séminaire se tiendra à l'Institut historique allemand (DHI / IHA), 8 rue du Parc Royal, 75003 Paris (métro : Saint-Paul), de 10h00 à 13h00.

Avec la participation de la Mission historique française en Allemagne (Göttingen).

Pour tout renseignement s'adresser à : Elisabeth Dedieu (CRIA, EHESS) : ededieu@ehess.fr ;
ou Margarete Martaguet (DHI) : mmartaguet@dhi-paris.fr



Bulletin d'adhésion ESEH / membership application form

SOUTENEZ L'ACTION DE LA SOCIÉTÉ EUROPÉENNE POUR L'HISTOIRE DE L'ENVIRONNEMENT : ADHÉREZ !

Vous pouvez adhérer à l'association, ou renouveler votre adhésion, en imprimant et en complétant ce formulaire, puis en l'envoyant à l'adresse du trésorier de la société, indiquée ci-dessous. L'adhésion est de 20 euro par an, 10 euro pour les étudiants (en envoyant une photocopie de la carte d'étudiant). Le mode de paiement recommandé est la carte de crédit. Vous pouvez également adhérer en ligne, sur le site de l'ESEH : <http://eseh.org/membership/>

L'adhésion donne le droit de consulter gratuitement en ligne les numéros de l'année en cours de la revue britannique *Environment and History*. Contactez Stéphane Frioux ou le secrétaire général Martin Knoll pour obtenir les codes d'accès.

Envoyer le tout à :

Ulrich Koppitz, ESEH
Inst. f. History of Medicine
Universitaetsstr. 1 (23.12)
D-40225 Duesseldorf
Germany

Family name:		
First name(s):		
Title (Dr., Mr, etc.):		
Affiliation:		
Address:		
City:		
Country:		Postcode
Telephone:		
Fax:		
Email:		

Select the appropriate membership:

Full membership: €20 per year

Student membership: €10 Euro per year

Payment *Select credit card*

MasterCard

Visa

American Express

Amount: €

Expiration date:

Card number:

Name as it appears on card:

Signature:

Date & place: